

## L'histoire de l'auditeur audité

Il y a un paradoxe des grands réseaux d'audit, qui certifient les comptes des groupes cotés mais ne révèlent pas grand-chose de leur propres finances, en-dehors de quelques pays. Certes, ces réseaux sont détenus par leurs associés et n'ont pas de financeurs extérieurs à qui rendre des comptes. Mais en même temps, cet exemple saisissant de « cordonniers mal chaussés » est révélateur de certaines contradictions.

C'est donc un pavé dans la mare qu'a jeté Mazars, un des principaux acteurs de l'audit en Europe derrière les « big four » mondiaux (Deloitte, Ernst & Young, KPMG et PricewaterhouseCoopers), en publiant le mois dernier un rapport annuel incluant des comptes consolidés au niveau global. Le périmètre inclut les cabinets existants dans chaque pays et une entité belge avec laquelle existent, sinon des liens en capital (interdites par certaines législations sur l'audit), du moins des relations suffisamment contraignantes, d'après Mazars et ses deux auditeurs BDO et Horwath, pour justifier une consolidation (l'interprétation correspondante des règles IFRS sur la caractérisation du contrôle effectif est discutée par certains experts). Sur cette base, Mazars publie pour son dernier exercice un chiffre d'affaires de 479 millions d'euros, et un « surplus » de 105 millions reversé aux quelque 320 associés.

**Risque juridique.** Mazars permet ainsi à ses clients, partenaires et régulateurs de connaître son bilan et la rentabilité de ses différentes lignes de service et, à l'avenir, leurs évolutions dans le temps. Ces données ne sont pas sans intérêt dans une période où, après les Enron, Parmalat, AIG et autres affaires déplorables, de nombreux acteurs sont intéressés à observer les réseaux d'audit et à s'assurer des moyens de leur indépendance vis-à-vis de leurs clients.

Alors, pourquoi les « big four » ne publient-ils pas (ou pas encore) de tels chiffres ? Dans un passé lointain, les grands de l'audit publiaient des « comptes combinés » recouvrant toutes leurs activités mondiales. Ils insistaient aussi sur leur caractère d'organisation globale intégrée avec des économies d'échelle, des capacités d'investissement importantes, et la garantie d'un niveau uniforme et élevé de qualité. S'ils ont cessé de publier des comptes mondiaux et de revendiquer le modèle intégré, c'est avant tout en raison de l'augmentation du risque juridique, particulièrement aux Etats-Unis. Le système de sanction en cas de faute y est très dissuasif : une mise en cause localisée, comme pour Andersen en 2002 où seul le bureau de Houston était impliqué dans l'affaire Enron, peut conduire à la disparition du réseau tout entier, et les dommages éventuels sont élevés. La publication de comptes complets mettrait en relief les risques juridiques aux Etats-Unis, ce qui est fort malaisé ; à l'inverse, la mise en avant de l'autonomie de chaque entité nationale du réseau est une manière de confiner ces risques. Quant à Mazars, 95% de son activité est en Europe et son exposition directe aux Etats-Unis est limitée : il n'encourt donc pas les mêmes difficultés pour publier des comptes consolidés et s'affirmer comme organisation intégrée.

La question de la responsabilité juridique des « big four » inquiète les régulateurs publics qui souhaitent par-dessus tout éviter la disparition d'un d'entre eux, d'autant que leur nombre actuel est déjà considéré comme insuffisant par certains. A cause des spécificités actuelles du marché de l'audit des groupes internationaux, il semble à peu près impossible qu'apparaissent de nouveaux entrants et donc, comme avec Andersen, une nouvelle disparition ne serait sans doute pas remplacée. Ainsi, quand KPMG a été mis en cause l'an dernier dans une affaire de conseils fiscaux douteux, les autorités américaines n'ont pas lancé d'inculpation pour éviter que le réseau tout entier soit mis en danger. De leur côté, les auditeurs souhaiteraient que leur responsabilité juridique soit limitée, mais cela soulèverait des questions délicates d'égalité devant la loi. La réponse la plus immédiate est l'action interne aux réseaux pour sanctionner les fautes : les « big four » engagent des efforts constants en ce sens, mais le zéro-défaut ne peut pas être garanti absolument.

**Transparence financière.** Malgré ses limites, l'initiative de Mazars soulève donc des questions essentielles. Quelle transparence financière le public peut-il attendre des grands réseaux d'audit ? Ceux-ci sont-ils des acteurs globaux ou des alliances d'entités nationales ? Comment définir leur responsabilité en cas de faute ? La structure actuelle du marché assure-t-elle l'indispensable qualité des audits ? En dépit de leur apparence aride, ces questions sont essentielles pour le maintien de la confiance dans l'information financière.

N.B. Ma précédente chronique publiée le 13 février affirmait que « *les conditions de travail restent sans doute objectivement plus proches entre les salariés de l'ex-Unimetal en Lorraine, dans le groupe Mittal depuis 1999, et ceux des aciéries d'Arcelor à Liège, Dunkerque ou Avilés qu'entre ces derniers et les travailleurs des hauts-fourneaux brésiliens d'Arcelor* ». En fait, ces usines brésiliennes apparaissent en avance sur de nombreuses aciéries européennes, qu'elles appartiennent à Arcelor ou à Mittal, dans des domaines tels que la sécurité au travail ou l'effort de formation. Toutes mes excuses aux lecteurs pour cette inexactitude.

(\*) Research Fellow au sein de Bruegel, centre indépendant de recherche et de débats sur les politiques économiques en Europe, et associé de la société de conseil ECIF.